

# « Capitalisme et progrès social »

d'Anton Brender

Éditions La Découverte (Collection Repères, n°732)  
Février 2020

*L'ouvrage est ainsi présenté par l'éditeur :*

« Dans les pays les plus avancés, le progrès social est en panne. Face à la montée presque générale des inégalités, face à la stagnation des revenus d'une large partie de leurs populations, face aussi aux dommages de plus en plus visibles causés à la planète par leur développement passé, ce constat s'impose. En attribuer la faute au capitalisme, sur lequel ce développement s'est fondé, serait pourtant une erreur : il n'est pas plus responsable de la panne actuelle qu'il ne l'a été hier des progrès accomplis.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les populations occidentales ont connu une amélioration, profonde et largement partagée, de leurs conditions de vie, parce que, au terme d'une longue et tumultueuse histoire, elles ont réussi à maîtriser la force productive du capitalisme. Les années 1980 ont toutefois été celles du triomphe de l'idéologie libérale : face à la mondialisation et aux changements techniques qui s'esquissent alors, les sociétés occidentales auraient dû redoubler d'efforts pour rester dans un rapport de forces favorable avec le capitalisme. Elles ont préféré laisser faire. Après quarante ans de dérive, est-il trop tard pour reprendre la barre ? »

*L'extrait que nous proposons ci-après est tiré du paragraphe intitulé « Le drame européen », où Anton Brender développe une argumentation que nous produisons nous-mêmes et à plusieurs reprises dans notre propre document « Paris pour sauver l'euro » :*

« Sous l'influence de l'Allemagne qui a érigé en dogme la discipline budgétaire et avec l'aval de la France qui se sentait coupable de l'avoir toujours négligée, les pays de l'euro ont pratiqué, au lendemain de la grande crise financière, une politique suicidaire. Après avoir creusé leur déficit public pour participer à l'effort mondial de stabilisation qui a suivi le choc de 2008, ces pays ont décidé de revenir, tous et rapidement, au respect de règles fixées lors de la création de la monnaie unique.

Réduire les emprunts de l'État, alors que les agents privés, entreprises comme ménages, encore sous le choc de la crise, continuaient de ne pas dépenser une part importante de leur revenu condamnait les économies de l'euro à prêter une partie de leur épargne à l'extérieur. Pris ensemble, les résidents d'un pays ne peuvent en effet dépenser moins qu'ils ne gagnent sans que le reste du monde n'emprunte la différence. Ce sera le cas, lorsqu'ils lui vendent plus de biens et de services qu'ils ne lui en achètent. Ils peuvent toutefois y arriver de deux façons : en exportant plus ou en important moins. Dans un environnement mondial déprimé, comme il était au lendemain de la crise de 2008, espérer exporter plus était illusoire. La zone euro a prêté une masse croissante d'épargne au reste du monde en lui achetant moins : la réduction rapide des déficits publics a fait baisser sa demande intérieure et donc aussi ses importations ! Les conséquences de cette politique se sont révélées désastreuses. Dans tous les pays de la zone, le stock de capital public - les infrastructures, les bâtiments... - a cessé de progresser en même temps que les effets des coupes budgétaires et de la baisse des taux d'emploi affaiblissaient dangereusement la cohésion sociale. Les contraintes de l'équilibre macro-économique, découvertes par Keynes, ne relèvent pas de l'idéologie : elles sont une réalité inhérente à l'économie marchande.

Vouloir continuer de l'ignorer serait d'autant plus dramatique que le rôle des budgets publics, en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, devient plus important encore qu'il ne l'a été au cours des dernières décennies. Leur rôle dans le processus de destruction créatrice, cher au libéralisme, est maintenant essentiel. La globalisation et le progrès technique libèrent, on l'a vu, du travail, mais pour que ce travail trouve à s'employer, des besoins à satisfaire doivent pouvoir s'exprimer. Le budget de l'État a la capacité de rendre solvables des besoins, individuels ou collectifs, qui ne le seraient pas sinon et, à la différence de la politique monétaire, il peut rendre solvables des besoins de nature nouvelle. Dans cette mesure, il peut orienter l'usage qui sera fait demain du travail libéré par le progrès technique. Au moment où, dans les économies

occidentales au moins, le développement de la société de consommation atteint ses limites, aiguiller le capitalisme vers une autre voie est devenu essentiel. Si les budgets et plus généralement les politiques publiques n'y contribuent pas, nos sociétés auront du mal à renouer avec le progrès social ».

*En complément à cet extrait de l'ouvrage d'Anton Brender, nous proposons ci-après un passage de l'entretien qu'il donne au journal Le Monde (du 15-16 mars 2020) :*

« (...) Il faut cesser d'être passifs face au capitalisme globalisé. À la mise en concurrence des espaces économiques, on peut, comme à toute concurrence, répondre de deux façons : baisser le prix de ce que l'on vend (en l'occurrence, notre travail, les services que rendent nos infrastructures), ou en améliorer la qualité. Faute d'avoir mené des politiques visant cette amélioration, beaucoup de sociétés avancées n'ont eu d'autre choix que de peser sur leurs prix, en « allégeant » le coût du travail et les impôts qu'elles lèvent. L'évolution de l'impôt sur les bénéficiaires donne une bonne illustration des conséquences de cette passivité. Le capitalisme globalisé met les pays en concurrence pour la localisation des productions comme pour celle des profits. En décidant du pays où ses brevets vont être rémunérés, une entreprise décide aussi de l'endroit où ses revenus seront imposés. Le "dumping fiscal" – il joue même à l'intérieur de la zone euro – a conduit à une érosion de la base d'imposition. Il a fallu attendre le début des années 2010 pour que s'ouvre, dans le cadre de l'OCDE, une réflexion sur les actions à mener, de façon coordonnée, pour y mettre fin ! Cette passivité a créé une situation macroéconomique préoccupante. Dans les pays avancés, les profits des entreprises dépassent le plus souvent ce dont elles ont besoin pour financer leurs investissements : elles mettent, globalement, de l'argent de côté. À ces sommes s'ajoutent celles que placent les ménages : elles sont d'autant plus importantes que les revenus les plus élevés progressent le plus vite ! En Chine aussi, les revenus des ménages et des entreprises tendent à dépasser leurs dépenses. Or, pour que tout cet argent puisse être mis de côté, il faut que quelqu'un, quelque part, l'ait emprunté : dans une économie marchande, pour que certains puissent dépenser moins qu'ils ne gagnent, d'autres doivent avoir emprunté pour dépenser plus qu'ils ne gagnent ! Pour l'essentiel, depuis deux décennies, les gouvernements des pays avancés ont laissé à leurs banques centrales le soin de faciliter cette recherche désespérée d'emprunteurs. D'où le niveau chroniquement bas, voire négatif, des taux d'intérêt. Mais la politique monétaire n'est pas faite pour contrer des pressions déflationnistes durables. Instrument de réglage conjoncturel, son efficacité diminue en même temps que ses effets secondaires augmentent lorsqu'elle est utilisée sans discontinuer pour soutenir l'activité.

Question : Faut-il alors renouer avec le keynésianisme et prôner le retour à des politiques budgétaires redistributives ?

On associe trop souvent keynésianisme et relance budgétaire. Or, aujourd'hui, ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Si la politique budgétaire doit clairement jouer un rôle plus important, ce n'est pas pour "relancer" un moteur qui a calé, mais pour tirer nos économies de l'ornière macroéconomique dans laquelle elles s'enlisent. La politique budgétaire peut y contribuer en redistribuant plus, vers les "perdants de la mondialisation" en particulier. Mais elle peut aussi le faire en finançant des investissements. (...) ».